

JOURNAL OFFICIEL

DE L'ÉTAT ALGÉRIEN

ORDONNANCES

DECRETS

ARRETES. DECISIONS. CIRCULAIRES, AVIS, COMMUNICATIONS ET ANNONCES

ABONNEMENTS	Trois mois	Six mois	Un an	DIRECTION, REDACTION ET ADMINISTRATION Abonnements et publicité IMPRIMERIE OFFICIELLE 9, rue Trolhier ALGER Tél : 66-81-49 66-80-96 C.C.P. 8200-50 - ALGER : IMPRIMERIE OFFICIELLE
Algérie et France	8 NF	14 NF	24 NF	
Etranger	12 NF	20 NF	35 NF	

Le numéro 0,25 NF — Les tables sont fournies gratuitement aux abonnés

SOMMAIRE

ORDONNANCES

Ordonnance n° 62-017 du 10 juillet 1962 relative à la formule exécutoire (p. 66).

Ordonnance n° 62-013 du 27 juillet 1962. — Autorisation d'émission de bons du Trésor algérien (p. 66).

Ordonnance n° 62-016 du 9 août 1962 instituant dans chaque département une commission d'intervention économique et sociale et prévoyant diverses mesures administratives et financières (p. 66).

DECRETS, ARRETES, DECISIONS ET CIRCULAIRES

SECRETARIAT GENERAL

Arrêté du 28 juillet 1962 — Abrogation de l'arrêté du 28 mai 1962 prononçant la nomination du secrétaire général de l'exécutif provisoire algérien (p. 67).

DELEGATIONS AUX AFFAIRES ADMINISTRATIVES

Décret n° 62-501 du 10 juillet 1962. — Création de la direction de la justice (p. 68).

Décret n° 62-501 bis du 10 juillet 1962. — Nomination du directeur de la justice (p. 68).

Arrête du 19 juillet 1962. — Nomination d'un avoué près le tribunal d'Instance de Mansourah (p. 68).

DELEGATION AUX AFFAIRES ECONOMIQUES

Avis aux importateurs : produits en provenance du Danemark, de Hongrie et de l'Inde (p. 68).

Arrête du 13 juillet 1962 rapportant la nomination d'un chargé de mission au cabinet du délégué (p. 69).

Arrête du 8 août 1962 fixant la date d'ouverture de la campagne 1962-1963 d'exportation de figues sèches (p. 69).

DELEGATION AUX AFFAIRES FINANCIERES

Arrête du 12 juin 1962. — Fixation en ce qui concerne les cultures autres que la vigne, des éléments à retenir pour le calcul des bénéfices forfaitaires imposables au titre de l'année 1962 à l'impôt sur les bénéfices de l'exploitation agricole (rectificatif au R.A.A. n° 52, du 28 juin 1962) (p. 70).

DELEGATION A L'AGRICULTURE

Arrête du 16 août 1962. — Modalités d'organisation du concours d'admission à la section d'agriculture africaine de l'Institut Agricole d'Algérie (promotion 1962-1965) (p. 70).

DELEGATION AUX AFFAIRES SOCIALES

Arrête du 10 août 1962. — Dissolution des conseils d'administration des trois caisses d'assurances sociales CASIRO, CAISOBATRO et INTERCRO et instituant un comité provisoire de gestion unique (p. 71).

Arrête du 10 août 1962. — Agrément de l'agent chargé des opérations financières de la CASICRA (p. 71).

DELEGATION AUX AFFAIRES CULTURELLES

Arrête du 7 août 1962. — Délégation de signature aux membres du cabinet du délégué (p. 71).

Arrête du 10 août 1962. — Nomination du directeur du cabinet du délégué (p. 71).

Arrête du 11 août 1962. — Délégation de signature au directeur du cabinet du délégué.

DELEGATION AUX POSTES ET TELECOMMUNICATIONS

Arrête du 23 juillet 1962. — Remise à la disposition de son administration d'origine d'un conseiller technique (p. 72).

ACTES DES PREFETS

Arrêté du 7 juin 1962. — Retrait d'autorisation de prise d'eau (p. 72).

Arrêté du 26 juillet 1962. — Dissolution de conseils municipaux et institution de délégations spéciales (p. 72).

Arrêtés du 27 juillet 1962. — Dissolution de conseils municipaux et institutions de délégations spéciales (p. 72).

Arrêté du 30 juillet 1962. — Dissolution d'un conseil municipal et institution d'une délégation spéciale (p. 76).

Arrêté du 2 août 1962. — Dissolution de conseils municipaux et institution de délégations spéciales (p. 76).

Arrêté du 2 août 1962. — Acquisition d'urgence de deux terrains par la commune de Cap-Djinet (p. 79).

ORDONNANCES

Ordonnance n° 62 017 du 10 juillet 1962 relative à la formule exécutoire.

L'Exécutif provisoire,

Sur le rapport du Délégué aux Affaires Administratives,

Ordonne :

Article premier. — Les expéditions des arrêts, jugements, mandats de justice ainsi que les grosses et expéditions des contrats et de tous les actes susceptibles d'exécution forcée seront intitulées ainsi qu'il suit :

« Etat Algérien »

« Au nom du Peuple Algérien »

et terminées par la formule suivante :

« En conséquence, l'Etat Algérien mande et ordonne à tous les agents d'exécution sur ce requis, de mettre à exécution le présent arrêt (ou jugement, etc...) aux procureurs généraux et aux procureurs près les tribunaux de grande instance d'y tenir la main, à tous commandants et officiers de la force publique de prêter main forte lorsqu'ils en seront légalement requis.

« En foi de quoi le présent arrêt (ou jugement, etc...) a été signé par... »

Art. 2. — La présente ordonnance sera publiée au Journal Officiel de l'Etat Algérien.

Fait à Rocher-Noir, le 10 juillet 1962.

Le Président de l'Exécutif Provisoire Algérien,
Signé : A. FARES.

Ordonnance n° 62-013 du 27 juillet 1962. — Autorisation d'émission de bons du trésor algérien.

Le Président de l'exécutif provisoire de l'état algérien,
Sur le rapport du délégué aux affaires financières,
L'exécutif provisoire entendu,

Ordonne :

Article 1^{er}. — Il pourra être procédé par les soins du délégué aux affaires financières à l'émission de bons du trésor algérien d'une durée maximum de trois ans.

Art. 2. — Les bons de trésor algérien peuvent être de deux sortes. Les bons offerts aux banques et aux établissements visés par le décret n° 46-253 du 20 février 1946 sont souscrits en comptes courants. Les bons offerts au public sont sur formules.

Les bons sur formules acquis par les banques et établissements susvisés sont déposés en comptes courants.

Art. 3. — Le taux d'intérêt et les autres conditions de l'émission sont fixés par arrêté du délégué aux affaires financières.

Fait à Rocher Noir, le 27 juillet 1962.

Le Président de l'Exécutif provisoire,
Signé : A. FARES.

Ordonnance n° 62-016 du 9 août 1962 instituant dans chaque département une commission d'intervention économique et sociale et prévoyant diverses mesures administratives et financières.

Le Président de l'exécutif provisoire,

Sur le rapport conjoint du Délégué aux Affaires Economiques et du Délégué aux Affaires Administratives,

Considérant qu'il appartient à l'exécutif provisoire de prendre toute mesure propre à lutter contre la misère et le chômage,

Considérant les dangers présentés par la situation économique actuelle.

Considérant qu'il importe d'organiser dans chaque département la coordination des travaux d'équipements et d'investissements publics, en assurant la collaboration étroite de l'Administration des techniciens publics et privés et de la population,

Considérant qu'en vue de faciliter ces investissements et équipements il échet d'assouplir la réglementation des marchés pour l'adapter aux circonstances actuelles.

Considérant que les entreprises privées désireuses d'apporter leur concours aux efforts du peuple algérien doivent être encouragées et favorisées par des mesures financières appropriées,

Considérant qu'il doit être mis au contraire un terme à la carence de certaines,

Considérant que les Préfets doivent être les animateurs et les coordinateurs de la vie économique et sociale de leur département,

Considérant enfin que toutes les ressources localement disponibles doivent être utilisées pour satisfaire les besoins de la population,

L'exécutif provisoire entendu,

Ordonne :

TITRE I

Institution des commissions départementales d'intervention économique et sociale

Article 1^{er}. — Les Préfets Inspecteurs Généraux Régionaux exercent provisoirement les attributions dévolues aux Conseils régionaux et à leurs commissions.

Art. 2. — Les Préfets exercent provisoirement les attributions dévolues aux Conseils généraux et aux Commissions départementales dans les conditions déterminées par la présente ordonnance.

Les sous-préfets exercent dans les mêmes conditions les attributions dévolues aux Assemblées d'arrondissements et aux commissions d'arrondissements.

Art. 3. — Il est constitué au siège de chaque préfecture une commission qui prendra le nom de « Commission départementale d'intervention économique et sociale ».

Art. 4. — Cette commission a pour mission d'assister le Préfet dans ses attributions économiques et sociales et notamment dans le cadre du département :

- d'animer la vie économique et sociale en relation avec le service du Plan,
- de proposer aux pouvoirs publics et à la population toutes interventions et actions propres à favoriser le développement économique et social local,
- de suivre et de coordonner les travaux d'exécution des plans et programmes d'équipement et de développement,
- d'arrêter les propositions de programme annuel d'investissement public, d'orientation économique locale,
- de donner son avis sur le projet de budget de fonctionnement des collectivités, établissements et services publics locaux.

Art. 5. — Cette Commission, présidée par le Préfet, comprend outre ce dernier :

- le Délégué du Contrôleur financier de l'Algérie, ou son représentant,
- le Receveur principal du département ou son représentant,
- l'Ingénieur en Chef de la circonscription des travaux publics et de l'hydraulique ou son représentant,
- l'Ingénieur en Chef, directeur des services agricoles et du paysanat, ou son représentant,
- le Conservateur des eaux et forêts, Chef du service des forêts et de la D.R.S. ou son représentant,
- le Directeur départemental de la main-d'œuvre ou son représentant,
- un représentant des entreprises privées de travaux publics,
- un représentant des organismes de crédit,
- cinq représentants de la population.

Les membres non fonctionnaires de cette commission sont désignés par arrêté préfectoral.

En outre, la commission pourra décider de s'adjoindre à chaque fois que leur présence sera nécessaire à l'examen de toute question relevant de leur compétence tous chefs de service départemental ou technique et notamment :

- l'Inspecteur d'Académie ou son représentant,
- le Directeur départemental de la Santé,
- le Directeur départemental de l'élevage.

Art. 6. — Des commissions similaires pourront être créées au siège de chaque sous-préfecture et commune. Elles réuniront des représentants de la population et des techniciens des services publics et des entreprises privées. Elles seront présidées par les sous-préfets, maires ou présidents de délégations spéciales intéressées.

Art. 7. — Après consultation des préfets et des ordonnateurs intéressés, le Délégué aux Affaires Administratives pourra, sur l'avis conforme du Délégué aux Affaires Economiques, ajuster les budgets des départements et des services publics départementaux à leurs besoins réels susceptibles d'être satisfaits par des opérations immédiatement réalisables.

Les crédits ainsi dégagés seront transférés à un compte spécial ouvert dans les écritures du Trésor Algérien et intitulé « Fonds d'Equipeement Départemental et Communal » (F.E.D.E.C.).

Seront imputées sur ce Fonds les opérations hors budget décidées par le Délégué aux Affaires Administratives, sur avis conforme du Délégué aux Affaires Economiques, en vue du financement des interventions des pouvoirs publics en faveur de l'équipement des départements et des communes, et de leur développement économique et social.

Art. 8. — Ce financement pourra être opéré directement par les Préfets sur délégation du Délégué aux Affaires Administratives.

TITRE II

Mesures administratives et financières.

Art. 9. — Les départements et services publics départementaux sont autorisés à conclure des marchés de gré à gré pour les travaux dont la valeur n'excèdera pas 200.000 NF ou pour les marchés qui s'exécuteront sur plusieurs années, la somme de 50.000 NF de dépenses annuelles.

Ils sont de même autorisés à traiter sur mémoire ou sur simples factures pour les travaux dont la dépense n'excède pas 50.000 NF.

Il devra être obligatoirement stipulé une retenue de garantie égale à 5 % du montant du marché ou du traité qui

ne sera payée à l'entrepreneur qu'après réception définitive et lorsqu'il aura justifié de l'accomplissement de toutes ses obligations.

Art. 10. — Les communes sont autorisées à traiter sur mémoire ou sur simple facture pour les travaux dont la dépense n'excède pas 50.000 NF.

Toutefois à chaque fois que la dépense excèdera 10.000 NF, la commune sera tenue de requérir préalablement l'autorisation du préfet du département.

Ces traités devront obligatoirement stipuler une retenue de garantie égale à 5 % de la valeur et qui ne sera payée à l'entrepreneur qu'après réception définitive et lorsqu'il aura justifié de l'accomplissement de toutes ses obligations.

Art. 11. — En cas de carence d'une commune, le Préfet pourra, sur l'avis de la Commission départementale d'intervention économique et sociale, se substituer à la commune pour assurer l'exécution et la gestion des travaux prévus à son budget.

Les dépenses correspondantes resteront imputées sur le budget de la commune intéressée.

Art. 12. — Pour l'utilisation des crédits inscrits au chapitre 51-01 du budget des services civils en Algérie, les sous-préfets peuvent proposer aux préfets la substitution d'une opération nouvelle à une opération antérieurement prévue, sans autre limite que celle résultant du montant de la dotation globale attribuée à l'arrondissement au titre du chapitre du budget précité.

Art. 13. — Sur proposition des Préfets après consultation des comités départementaux d'intervention économique et sociale, et sur avis conforme du Délégué aux Affaires Economiques le Délégué aux Affaires Administratives pourra accorder aux entreprises privées des subventions spéciales susceptibles de favoriser le développement de l'emploi dans le département. Le montant de ces subventions sera imputé sur le compte spécial prévu à l'article 5 ci-dessus.

Art. 14. — Nonobstant toutes dispositions contraires les Administrations contractantes ne pourront résilier aucun marché sans que l'entrepreneur défaillant n'ait été mis régulièrement en demeure d'avoir à reprendre l'exécution des travaux dans un délai de 20 jours.

Cette mise en demeure devra faire l'objet d'un avis inséré au Journal Officiel de l'Etat Algérien et dans la presse locale, aux frais de l'entrepreneur. Faute par ce dernier de satisfaire à la mise en demeure dans le délai prescrit, les travaux seront poursuivis à ses lieux et place, risques et périls, conformément à la législation en vigueur au 30 juin 1962 par l'administration contractante qui pourra utiliser, jusqu'à l'achèvement des travaux le matériel nécessaire à cet achèvement et appartenant à l'entrepreneur défaillant.

Art. 15. — Le Délégué aux Affaires Economiques, le Délégué aux Affaires Financières, le Délégué aux Affaires Administratives, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'application de la présente ordonnance qui sera publiée au Journal Officiel de l'Etat Algérien.

Fait à Rocher-Noir, le 9 août 1962.

Le Président de l'exécutif provisoire de l'Etat Algérien,

Signé : A. FARES.

Le délégué aux affaires économiques,

Signé : B. ABDESSELAM.

Le délégué aux affaires financières,

Signé : J. MANNONI.

Le délégué aux affaires administratives,

Signé : A. CHENTOUF

DECRETS, ARRETES, DECISIONS ET CIRCULAIRES

SECRETARIAT GENERAL

Arrêté du 28 juillet 1962. — Abrogation de l'arrêté du 28 mai 1962 prononçant la nomination du Secrétaire Général de l'Exécutif Provisoire Algérien.

Le président de l'exécutif provisoire de l'Etat Algérien,

Arrête :

Article 1er. — L'arrêté du 28 mai 1962, portant nomination de M. Delleci Noureddine en qualité de Secrétaire Général de

l'Exécutif Provisoire Algérien est abrogé à dater du 19 juillet 1962.

Art. 2. — Le Vice-Président de l'Exécutif Provisoire est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Journal Officiel de l'Etat Algérien.

Fait à Rocher-Noir, le 28 juillet 1962.

Le Président de l'Exécutif Provisoire de l'Etat Algérien,

Signé : A. FARES,

DELEGATION AUX AFFAIRES ADMINISTRATIVES

Décret n° 62-501 du 10 juillet 1962. — Création de la direction de la justice.

Le Président de l'Exécutif provisoire,
Sur le rapport du Délégué aux Affaires Administratives,
L'Exécutif provisoire entendu,

Arrête :

Article 1^{er}. — Il est créé au sein de la Délégation aux Affaires Administratives une direction de la justice.

Art. 2. — L'organisation interne de la direction de la justice sera déterminée par arrêté du Délégué aux Affaires Administratives.

Art. 3. — Le Délégué aux Affaires Administratives est chargé de l'exécution du présent décret qui sera publié au Journal Officiel de l'Etat algérien.

Fait à Rocher Noir, le 10 juillet 1962,

Le Président de l'Exécutif provisoire,
Signé : A. FARES.

Le Délégué aux Affaires Administratives
Signé : A. CHENTOUF.

Décret n° 62-501 du 10 juillet 1962. — Nomination du directeur de la justice.

Le Président de l'Exécutif provisoire,
Sur le rapport du Délégué aux Affaires Administratives,
L'Exécutif provisoire entendu,

Arrête :

Article 1^{er}. — M. Kaddour Sator est nommé directeur de la justice.

Art. 2. — Le délégué aux Affaires Administratives est chargé de l'application du présent décret qui sera publié au Journal Officiel de l'Etat algérien.

Fait à Rocher Noir, le 10 juillet 1962,

Le Président de l'Exécutif provisoire,
Signé : A. FARES.

Le Délégué aux Affaires Administratives,
Signé : A. CHENTOUF.

Arrêté du 19 juillet 1962. — Nomination d'un aôûn près le tribunal d'instance de Mansourah.

Le procureur général près la cour d'appel de Constantine,
Vu l'article 15 du décret du 17 avril 1889 :

Vu la requête présentée le 27 juin 1962 par M. Mostefaï Mahieddine, demeurant à Bordj-Bou-Arreridj, boîte postale n° 29, tendant à obtenir sa nomination en qualité d'aôûn près le tribunal d'instance de Mansourah ;

Vu les titres du requérant lui ouvrant droit à ce poste,

Arrête :

Article 1^{er}. — M. Mostefaï Mahieddine, titulaire du diplôme d'aôûn mixte des tribunaux d'instance et des mahakmas, est nommé en cette qualité près le tribunal d'instance de Mansourah (arrondissement judiciaire de Sétif).

Art. 2. — M. le procureur de la République près le tribunal de grande instance de Sétif est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Le Procureur Général,
Signé : BERNASCONI.

DELEGATION AUX AFFAIRES ECONOMIQUES

Avis aux importateurs : produits en provenance du Danemark, de Hongrie et de l'Inde.

Les importateurs sont informés que les contingents suivants viennent d'être ouverts en faveur de l'Algérie pour l'importation de produits originaires et en provenance du Danemark au titre de l'année 1962.

	Valeurs (en couronnes danoises)
Lait entier, concentré, en poudre	3.520.000
Beurre	1.950.000
Fromage	2.800.000
Saucissons	200.000
Volailles mortes et vivantes (1)	840.000
Divers général	2.200.000

(1) A importer selon la procédure des prix minima.

Les demandes de licences d'importation, établies dans les formes réglementaires sur imprimés modèle AC, accompagnées de facture pro forma en triple exemplaire, doivent être adressées, sous pli recommandé, à la Délégation aux Affaires Economiques — Division du Commerce Extérieur et Intérieur — Administration Centrale, rue Berthezene à Alger, au plus tard le 1^{er} octobre 1962, le cachet de la poste faisant foi.

Les exemplaires verts des licences d'importation de produits en provenance du Danemark délivrées au cours de l'année 1961, devront obligatoirement être joints à l'appui des nouvelles demandes.

Tout dossier qui ne sera pas accompagné des justifications d'importation visées ci-dessus sera considéré comme émanant d'un importateur n'ayant pas honoré le titre d'importation accordé.

En ce qui concerne le beurre, le fromage, le lait, les importateurs qui désireraient échelonner leurs importations au cours de l'année 1962, pourront déposer deux demandes de licence de même montant.

Dans ce cas, les licences seront délivrées en deux fois ; les valeurs autorisées pour chacune des deux licences ainsi présentées seront du même montant.

Les importateurs sont informés qu'au titre de l'arrangement commercial franco-indien du 5 juin 1962, les contingents d'importation énumérés ci-après, sont mis à la disposition de l'Algérie pour l'année 1962 :

N° du tarif douanier	PRODUITS	Valeurs (en N.F.)
58-02 ex III	Articles en fibres de coco pour le revêtement du sol.	100.000
ex 84-41	Machines à coudre.	500 unités

Les demandes de licences d'importation, établies dans les formes réglementaires sur imprimés modèle AC, accompagnées de facture pro-forma en triple exemplaire, doivent être adressées, sous pli recommandé, à la Délégation aux Affaires Economiques — Division du Commerce Extérieur et Intérieur — Administration Centrale, rue Berthezene, Alger, au plus tard le 25 septembre 1962 (le cachet de la poste faisant foi).

Les importateurs sont informés qu'au titre de la prorogation pour l'année 1962, de l'accord commercial franco-hongrois du 18 mai 1961, les contingents d'importation mentionnés ci-dessous ont été mis à la disposition de l'Algérie :

Tarif douanier	PRODUITS	Valeurs (en N.F.)
01-01 A II	Chevaux de boucherie.	100.000
02-01 A III ex	Jambon cru.	300.000
02-02	Volailles mortes.	100.000
ex 09-04		
09-10 ex E II b	Paprika.	150.000
16-01 ex B	Salami et autres spécialités hongroises.	50.000
ex 16-02		
16-02 B II a	Jambon en boîtes.	250.000
Divers	Produits agricoles et alimentaires divers, confiserie, eaux minérales, etc...	600.000
60-01 à 60-06		
61-02 ex B	Blouses brodées et bonneterie.	100.000
64-02 D I b	Chaussures à dessus textile avec semelles en caoutchouc.	300.000
ex 2, ex II		
69-10 B ex I	Articles sanitaires en faïence.	50.000
ex 73-38	Articles de ménage en tôle émaillée et en aluminium, baignoires.	150.000
ex 76-15		
ex 84, ex 85	Matériels mécaniques et électriques divers, y compris machines à coudre.	100.000
85-15 A III b	Postes de T.S.F. et pièces détachées, enregistreurs magnétiques et pièces détachées à l'exclusion des postes à transistors.	100.000
85-18, 85-19 B		
85-28, 92-II A		
ex 92-12 ex 92-13		
97-06	Articles de sports.	30.000
98-15	Bouteilles isolantes.	45.000
Divers	Divers général.	500.000

Les demandes de licence d'importation établies dans les formes réglementaires sur imprimés modèle AC, accompagnées de factures pro-forma, en triple exemplaire, doivent être adressées sous pli recommandé à la Délégation aux Affaires Economiques — Division du Commerce Extérieur et Intérieur — Administration Centrale, rue Berthezène à Alger, au plus tard le 25 septembre 1962 (le cachet de la poste faisant foi).

Les exemplaires verts des licences d'importation de produits en provenance de ce pays délivrées au cours du 2^e semestre 1961, devront obligatoirement être joints à l'appui des nouvelles demandes. Tout dossier qui ne sera pas accompagné des justifications d'importation visées ci-dessus sera considéré comme émanant d'un importateur n'ayant pas honoré le titre d'importation accordé.

Il est rappelé que :

1° Les licences d'importation ne peuvent être ni renouvelées ni prorogées à l'expiration de délai de validité fixé à six mois à compter de la date de leur visa par la Section du Contrôle des Changements en Algérie ;

2° Aucun contrat ferme ne doit être passé avec un fournisseur étranger avant que la licence d'importation des marchandises en cause ait été délivrée. Aucune dérogation à cette règle ne sera prise en considération ; en particulier, aucune soumission ne sera autorisée pour le dédouanement des marchandises embarquées avant obtention de la licence.

Arrêté du 13 juillet 1962 rapportant la nomination d'un chargé de mission au cabinet du délégué.

Le délégué aux affaires économiques,
Vu le décret n° 62-306 du 19 mars 1962 portant organisation provisoire des pouvoirs publics en Algérie et notamment son article 13 ;

Vu le décret du 6 avril 1962 portant nomination des membres de l'exécutif provisoire algérien ;

Vu l'arrêté du 5 juin 1962 portant nomination d'un chargé de mission au cabinet du délégué aux affaires économiques,

Arrête :

Article 1^{er}. — L'arrêté du 5 juin 1962 susvisé est rapporté.

Art 2. — Le Directeur de Cabinet du Délégué aux Affaires Economiques est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Journal Officiel de l'Etat Algérien.

Fait à Rocher-Noir, le 13 juillet 1962.

Le Délégué aux Affaires Economiques,
Signé : B. ABDESSELAM.

Arrêté du 8 août 1962 fixant la date d'ouverture de la campagne 1962-1963 d'exportation de figues sèches.

Le Président de l'exécutif provisoire,

Vu l'arrêté du 18 novembre 1946, modifié par celui du 28 juillet 1953, fixant les règles applicables à la standardisation des figues sèches destinées à l'exportation,

Sur la proposition du Délégué aux Affaires Economiques

Arrête :

Article 1^{er}. — Les dates d'ouverture de la campagne d'exportation 1962-1963 des figues sèches : figues comestibles, figues industrielles, écarts de triage, sont ainsi fixées :

— Figs sèches comestibles et figues sèches industrielles
15 septembre 1962 pour toutes les destinations ;

— Figs sèches « écarts de triage » :

15 septembre 1962 pour les expéditions à destination des pays étrangers,

1^{er} décembre 1962 pour les expéditions à destination de la France et des autres pays de la Zone Franc.

Art. 2. — Le Délégué aux Affaires Economiques est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Journal Officiel de l'Etat Algérien.

Fait à Rocher-Noir, le 8 août 1962.

Le Président de l'Exécutif Provisoire
de l'Etat Algérien,
Signé : A. FARES.

DELEGATION AUX AFFAIRES FINANCIERES

Arrêté du 12 juin 1962. — Fixation, en ce qui concerne les cultures autres que la vigne, des éléments à retenir pour le calcul des bénéfices forfaitaires imposables, au titre de l'année 1962, à l'impôt sur les bénéfices de l'exploitation agricole. (Rectificatif au R.A.A. n° 52 du 23 juin 1962).

Page 1033. — Département d'Alger.

1^{re} ligne : Rayer le chiffre 1.000 dans la troisième colonne et l'inscrire dans la quatrième colonne à la même ligne.

3^e ligne : En regard de « Vignes de pieds mères » lire « d » dans la deuxième colonne.

4^{me} ligne : En regard de « Raisins de table » lire « Communes de Chéragas, Guyotville, Staouéli et Zéralda » dans la deuxième colonne et 0 dans la quatrième puis « Surplus du département » dans la deuxième colonne et 700 dans la quatrième.

5^{me} ligne : En regard de « Apiculture » rayer le chiffre 700 dans la quatrième colonne.

Page 1034. — Département de Tizi-Ouzou.

10^{me} ligne : En regard de « Tabacs » dans la 4^e colonne au lieu de « Bénéfice par quintal non récolté » lire « Bénéfice par quintal net récolté ».

Page 1035. — Département d'Oran.

Sous la rubrique « Bois », en regard de « Autres essences » inscrire le chiffre 1,50 dans la 3^e colonne.

Page 1036. — Département de Mostaganem.

En regard de « Luzernières », au lieu de 650 dans la 4^e colonne, lire 550.

En regard de « Tomates saison » au lieu de 500 dans la quatrième colonne, lire 300.

En regard de « Artichauts... » au lieu de 300 dans la quatrième colonne, lire 225.

En regard de « Fèves » au lieu de 225 dans la quatrième colonne, lire 200.

En regard de « Riz », supprimer le chiffre 220 dans la quatrième colonne.

En regard de « Vignes de pieds mères » inscrire le chiffre 0 dans la 4^e colonne.

En regard de « Raisins de table » au lieu de 0 dans la quatrième colonne, lire 1.000.

Page 1037. — Département de Saïda.

L'accolade figurant en tête de la 5^e colonne s'applique à toutes les rubriques comprises sous le 4^e) cultures maraîchères.

Département de Tiaret.

En regard de Montgolfier, au lieu de 0,75 dans la troisième colonne, lire 1,75.

En regard de Prévost Paradol, au lieu de 1,75 dans la troisième colonne, lire 0,75.

Page 1038. — Département de Tlemcen.

Le chiffre 550 inscrit dans la quatrième colonne en regard de « Cultures maraîchères » doit être lu en regard de « Asperges, navets ».

Page 1041. — Département de Sétif.

1^{re} colonne - bas de page - au lieu de Prés, lire « Jardins » et inversement.

DELEGATION A L'AGRICULTURE

Arrêté du 16 août 1962. — Modalités d'organisation du concours d'admission à la section d'agriculture africaine de l'Institut Agricole d'Algérie (promotion 1962-1965).

Le Délégué à l'Agriculture de l'Exécutif Provisoire Algérien,

Sur la proposition du Directeur de l'Agriculture et des Forêts,

Arrête :

Article 1^{er}. — Le concours d'admission à la Section d'Agriculture Africaine de l'Institut Agricole d'Algérie, ouvert en 1962 pour le recrutement de la promotion 1962-1965, aura lieu conformément au tableau ci-après fixant la liste des épreuves, qui seront exclusivement écrites, leur nature et coefficient respectif ainsi que les dates et heures auxquelles elles seront subies par les candidats.

NATURE

DUREE

COEFFICIENT

DATE

HEURES

A. — EPREUVES OBLIGATOIRES.

1. Rédaction. — Rédaction sur un sujet d'ordre général où seront appréciés, à parts égales, d'une part les idées exprimées, d'autre part la correction et l'ordre dans leur exposition.
2. Mathématiques (1^{re} épreuve). Solution de problèmes et applications numériques.
3. Physique et chimie. Question de cours et solution d'un problème.
4. Mathématique (2^e épreuve). Solution de problèmes et applications numériques.
5. Sciences naturelles (1^{re} épreuve). Composition de biologie générale et animale.
6. Sciences naturelles (2^e épreuve). Composition de biologie végétale.
7. Géographie. — Rédaction.

B. EPREUVES FACULTATIVES.

Composition choisie par chaque candidat parmi les disciplines ci-après pour lesquelles les notes obtenues n'entreront en ligne de compte que pour leur excédent sur la moyenne.

Langue vivante (anglais, allemand, italien, espagnol). Traduction d'un texte sans dictionnaire.

Arabe dialectal ou littéral. Traduction d'un texte avec dictionnaire ne comportant pas de grammaire.

Mathématiques. — Solution de Problème.

Agriculture. — Sujet portant sur des connaissances générales.

3 heures	4	Lundi 22 octobre 1962	8 h. à 11 h.
3 heures	3	Lundi 22 octobre 1962	15 h. à 18 h.
3 heures		Mardi 23 octobre 1962	8 h. à 11 h.
3 heures	3	Mardi 23 octobre 1962	15 h. à 18 h.
3 heures	3	Mercredi 24 octobre 1962	8 h. à 11 h.
3 heures	3	Mercredi 24 octobre 1962	15 h. à 18 h.
1 heure	1	Jeudi 25 octobre 1962	8 h. à 9 h.
2 heures			9 h. 30 à 11 h. 30
	1		
	2		
	1		
	1		

Art. 2. — Le programme des épreuves définies à l'article 1^{er} est celui du baccalauréat de l'enseignement secondaire (1^{re} partie, série C ; 2^e partie, série sciences expérimentales). Toutefois, l'épreuve facultative de mathématiques portera sur le programme de la série mathématiques élémentaires.

Art. 3. — Les épreuves seront organisées sous l'autorité du délégué à l'Agriculture, qui arrêtera la liste des candidats admis à y prendre part, et à la diligence tant des autorités administratives locales dont relèvent les centres d'examen que du directeur de l'Institut Agricole d'Algérie, auquel il appartiendra :

- de fixer la liste des dits centres d'examen,
- d'y convoquer les candidats.

Art. 4. — Les demandes des candidats au concours, qui devront être âgées de dix sept ans au moins au 1^{er} octobre 1962, seront reçues par le directeur de l'Institut Agricole d'Algérie (Section d'Agriculture Africaine) jusqu'au 3 octobre 1962, terme de rigueur. Elles devront être accompagnées des pièces énumérées ci-après :

- Extrait de naissance,
- certificat médical attestant que le candidat est indemne de toute affection organique contagieuse, et notamment d'affection tuberculeuse,
- certificat de vaccination antivaricelle datant de moins de trois ans,
- livret scolaire ou, à son défaut, relevé des notes obtenues pendant la dernière année de scolarité

Art. 5. — Le jury d'admission, désigné par le délégué à l'Agriculture, aura pour mission, au regard du présent concours :

- d'apprécier les compositions du candidat par des notes dans l'échelle de 0 à 20, qui seront affectées du coefficient propre à chaque épreuve,
- de dresser la liste des candidats suivant l'ordre de mérite décroissant résultant des points ainsi obtenus aux différentes épreuves,
- de fixer le nombre total minimum de points que les candidats devront avoir dépassé ou au moins atteint pour pouvoir être déclarés admis.

Les admissions seront prononcées par le délégué à l'Agriculture.

Art. 6. — Le directeur de l'Agriculture et des Forêts est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Journal Officiel de l'Etat Algérien.

Fait à Alger, le 16 août 1962.

Le Délégué à l'Agriculture,
Signé : CHEIKH.

DELEGATION AUX AFFAIRES SOCIALES

Arrêté du 10 août 1962. — Dissolution des conseils d'administration des trois caisses d'assurances sociales CASIRO, CAISOBATRO et INTERCRO et instituant un comité provisoire de gestion unique.

Le Délégué aux affaires sociales,

Arrête :

Article 1^{er}. — Les conseils d'administration des trois caisses sociales de la Région d'Oran CASIRO, CAISOBATRO et INTERCRO sont dissous à compter de ce jour.

Cette décision ne dégage pas les membres des conseils d'administration dissous de la responsabilité qu'ils ont pu encourir du fait de leur gestion.

Art. 2. — Il est constitué un Comité provisoire de gestion unique pour les trois caisses qui conserveront leur personnalité et dont les membres seront désignés par arrêté ultérieur.

Art. 3. — Le présent arrêté exécutoire dès signature, sera publié au Journal Officiel de l'Etat Algérien.

Fait à Rocher-Noir, le 10 août 1962.

Le Délégué aux Affaires Sociales,
Signé : B. HAMIDOU.

Arrêté du 10 août 1962. — Agrément de l'agent chargé des opérations financières de la C.A.S.I.C.R.A.

Par arrêté de M. le délégué aux affaires sociales, en date du 10 août 1962, M. Georges Hellie est agréé comme agent chargé des opérations financières de la Caisse d'Assurances Sociales Interprofessionnelles du Commerce de la Région d'Alger.

Le montant du cautionnement auquel est astreint M. Hellie est fixé à douze mille nouveaux francs (12.000 NF).

DELEGATION AUX AFFAIRES CULTURELLES

Arrêté du 7 août 1962. — Délégation de signature aux membres du cabinet du délégué.

Le délégué aux affaires culturelles,

Vu le décret n° 62-306 du 19 mars 1962 portant organisation provisoire des pouvoirs publics en Algérie ;

Vu le décret du 6 avril portant nomination des membres de l'exécutif provisoire en Algérie ;

Vu le décret n° 62-524 du 21 avril 1962 relatif aux délégations de signature aux membres de l'exécutif provisoire algérien ;

Vu le règlement du 3 mai 1962 de l'exécutif provisoire algérien portant délégation de signature aux membres de l'exécutif provisoire algérien ;

Vu l'arrêté du 16 juin 1962 portant nomination des membres du cabinet du délégué aux affaires culturelles.

Arrête :

Article 1^{er}. — Délégation générale et permanente est donnée à Monsieur Chérifi Behadj, chef du cabinet, à l'effet de signer au nom du délégué tous actes et décisions relevant de la compétence de la délégation aux affaires culturelles à l'exclusion des arrêtés réglementaires.

Art. 2. — Monsieur Bakir Mohammed, conseiller technique au cabinet du délégué aux affaires culturelles a délégation pour signer au nom du délégué aux affaires culturelles les actes énumérés ci-après :

1^o Tous actes individuels concernant les personnels des corps algériens à l'exception des révocations, licenciements et sanctions disciplinaires ;

2^o Tous actes relatifs à la préparation, à la passation, à l'approbation, l'exécution et au règlement des marchés ;

Tous actes relatifs à la gestion des crédits du budget et au contrôle de leur emploi et d'une façon générale toutes notifications, transmissions, mesures d'instruction et d'exécution qui ne tranchent aucune question de principe.

Art. 3. — Monsieur Kaddache Mahfoud, chargé de mission au cabinet du délégué aux affaires culturelles a délégation pour signer au nom du délégué aux affaires culturelles les actes énumérés ci-après :

1^o Tous actes individuels concernant les personnels des corps algériens des centres sociaux éducatifs, de la jeunesse et des sports à l'exception de révocation, licenciement et sanctions disciplinaires ;

2^o Tous actes relatifs à la gestion des crédits des centres sociaux, de la jeunesse et des sports, et d'une façon générale toutes notifications, transmissions et instructions qui ne tranchent aucune question de principe.

Art. 4. — Le directeur du cabinet est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Rocher-Noir, le 7 août 1962.

Le Délégué aux Affaires Culturelles,
Signé : BAYOUD.

Arrêté du 10 août 1962. — Nomination du directeur du cabinet du délégué.

Le Délégué aux affaires culturelles,

Vu le décret n° 62-306 du 19 mars 1962 portant organisation provisoire des pouvoirs publics en Algérie et notamment son article 13 ;

Vu le décret du 6 avril 1962 portant nomination des membres de l'exécutif provisoire algérien ;

Vu l'avis de l'Exécutif Provisoire Algérien,

Arrête :

Article 1^{er}. — M. Baghli Djelloul, est nommé Directeur du Cabinet du Délégué aux Affaires Culturelles en remplacement de M. Bouchouchi, démissionnaire.

Art. 2. — Le présent arrêté prend effet à compter du 1^{er} août 1962.

Fait à Rocher-Noir, le 10 août 1962.

Le Délégué aux Affaires Culturelles,
Signé : BAYOUD.

Arrêté du 11 août 1962. — Délégation de signature au directeur du cabinet du délégué.

Le Délégué aux affaires culturelles,

Vu le décret n° 62-306 du 19 mars 1962 portant organisation provisoire des pouvoirs publics en Algérie ;

Vu le décret du 6 avril 1962 portant nomination des membres de l'exécutif provisoire en Algérie ;

Vu le décret n° 62-524 du 21 avril 1962 relatif aux délégations de signature aux membres de l'exécutif provisoire algérien ;

Vu le règlement du 3 mai 1962 de l'exécutif provisoire algérien portant délégation de signature aux membres de l'exécutif provisoire algérien ;

Vu l'arrêté du 16 juin 1962 portant nomination des membres du cabinet du délégué aux affaires culturelles ;

Vu l'arrêté du 10 août 1962 portant nomination de M. Baghil Djelloul en qualité de directeur du cabinet du délégué aux affaires culturelles ;

Vu l'arrêté du 7 août 1962 portant délégation de signature.

Arrête :

Article unique. — L'article 1^{er} de l'arrêté du 7 août 1962 susvisé est complété comme suit :

Délégation générale et permanente est donnée à M. Baghil Djelloul, directeur de cabinet du délégué aux affaires culturelles, à l'effet de signer au nom du délégué tous actes et décisions relevant de la compétence de la délégation aux affaires culturelles à l'exclusion des arrêtés réglementaires.

Fait à Rocher-Noir le 14 août 1962

Le Délégué aux affaires culturelles,
Signé : BAYOUD.

DELEGATION AUX POSTES ET TELECOMMUNICATIONS

Arrêté du 23 juillet 1962. — Remise à la disposition de son administration d'origine d'un conseiller technique.

Le délégué aux Postes et Télécommunications,
Vu l'arrêté du 8 avril 1962 portant nomination d'un conseiller technique au cabinet du délégué aux postes.

Décide :

Article 1^{er}. — M. Vialle Roger conseiller technique au cabinet du délégué aux postes est remis à la disposition de son administration d'origine à compter du 23 juillet 1962.

Art. 2. — La présente décision sera publiée au Journal Officiel de l'Etat algérien.

Fait à Rocher Noir, le 23 juillet 1962.

Le Délégué aux Postes et Télécommunications,
Signé : M. BENTEPTIFA.

ACTE DES PREFETS

Arrêté du 7 juin 1962 — Retrait d'autorisation de prise d'eau.

Le Préfet du département de Mostaganem,

Vu la loi n° 47-1853 du 20 septembre 1947 portant statut organique de l'Algérie ;

Vu l'arrêté gubernatorial n° AE 7 154/HER du 6 juin 1956 déléguant aux Préfets et Commandants militaires des territoires du Sud la signature des arrêtés pris en matière de prise d'eau ;

Vu l'arrêté du 28 juillet 1938 portant règlement d'administration publique pour l'utilisation de certaines eaux superficielles en Algérie ;

Vu l'arrêté préfectoral du 18 novembre 1935 autorisant M. Bourdiol Marius propriétaire à Rivoli, à pratiquer une prise d'eau sur le canal d'Ain-Sidi-Chérif ;

Vu la demande présentée le 30 mars 1962 par la Société Morin et Feldis aux Ouled Hamdane, arrondissement de Mostaganem, successeur de M. Marius Bourdiol, en vue d'obtenir le retrait de cette autorisation ;

Vu le rapport de M. l'Ingénieur en Chef de la Circonscription des Travaux Publics et de l'Hydraulique de Mostaganem en date du 22 mai 1962, n° 3318 ;

Sur la proposition de M. le Secrétaire Général de la Préfecture,

Arrête :

Article 1^{er}. — L'arrêté préfectoral en date du 18 novembre 1935 autorisant M. Marius Bourdiol, prédécesseur de la Société Morin et Feldis aux Ouled Hamdane, à pratiquer une prise d'eau sur le canal d'Ain Sidi Chérif, pour l'irrigation, est rapporté à compter du 17 avril 1955.

Art. 2. — M. le Secrétaire Général de la Préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté dont extrait sera inséré au Recueil des Actes Administratifs de l'Algérie, par les soins des Services de la Circonscription des Travaux Publics et de l'Hydraulique de Mostaganem.

Fait à Mostaganem, le 7 juin 1962.

Pour le Préfet empêché,
Le Secrétaire Général,
Signé : P. C. NORTH

Arrêté du 23 juillet 1962. — Dissolution d'un Conseil municipal et institution d'une délégation spéciale.

Le Préfet d'Alger,

Vu la loi du 20 septembre 1947 portant statut organique de l'Algérie ;

Vu le décret n° 61-222 du 4 mars 1961 modifiant et complétant le décret n° 60-157 du 20 février 1960 sur l'exercice de leurs attributions par les autorités civiles et militaires en Algérie ;

Vu le décret n° 61-223 du 4 mars 1961 relatif aux attributions des Préfets, Inspecteurs Généraux Régionaux et des Préfets dans les départements algériens ;

Vu le décret n° 56-274 du 17 mars 1956 relatif aux mesures exceptionnelles tendant au rétablissement de l'ordre, à la protection des personnes et des biens et à la sauvegarde du territoire de l'Algérie et notamment l'article 7 ;

Vu le décret n° 56-12626 du 11 décembre 1956 modifiant les articles 8 et 9 du décret n° 56-274 du 17 mars 1956 susvisé ;

Vu l'arrêté du 7 mars 1960 portant délégation de certains pouvoirs prévus par le décret du 17 mars 1956 susvisé et notamment l'article 1^{er} ;

Vu les instructions de M. le Président de l'Exécutif Provisoire en date du 13 juillet 1962 stipulant que l'ensemble de la législation applicable sur tout le territoire Algérien au 1^{er} juillet 1962 continue à être appliquée dans la mesure où son application ne paraît pas incompatible avec l'exercice de la souveraineté algérienne ;

Arrête :

Article 1^{er}. — Le Conseil Municipal de la commune de Marengo est dissout.

Art. 2. — Il est institué dans la commune de Marengo une délégation spéciale.

Art. 3. — Cette délégation spéciale est composée de la manière suivante :

Président	: Benkhedda Brahim,
Vice-Président	: Slimani Mohamed,
	Chaora Mohamed,
	Berkane Brahim,
Membre	: Habbiche Abdelaziz,
	Hadj Mohamed,
	Boughadou Abdelkader,
	Zeggane Mohamed,
	Brenkia Hamou,
	Boumshaad Oubélaïd,
	S.N.P. Abdallah Ben Bouayad,
	Fates Amar,
	Djidjelli Mohamed.

Art. 4. — M. le Secrétaire général de la préfecture et M. le sous-préfet de Bida sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Alger, le 23 juillet 1962.

Le Préfet,
Signé : KASSAB.

Arrêtés du 26 juillet 1962. — Dissolution de conseils municipaux et de délégations spéciales et institution de délégations spéciales.

Le Préfet d'Alger,

Vu la loi du 20 septembre 1947 portant statut organique de l'Algérie ;

Vu le décret n° 61-222 du 4 mars 1961 modifiant et complétant le décret n° 60-157 du 20 février 1960 sur l'exercice de leurs attributions par les autorités civiles et militaires en Algérie ;

Vu le décret n° 61-223 du 4 mars 1961 relatif aux attributions des Préfets, Inspecteurs Généraux Régionaux et des Préfets dans les départements algériens ;

Vu le décret n° 56-274 du 17 mars 1956 relatif aux mesures exceptionnelles tendant au rétablissement de l'ordre, à la protection des personnes et des biens et à la sauvegarde du territoire de l'Algérie et notamment l'article 7 ;

Vu le décret n° 56-12626 du 11 décembre 1956 modifiant les articles 8 et 9 du décret n° 56-274 du 17 mars 1956 susvisé ;

Vu l'arrêté du 7 mars 1960 portant délégation de certains pouvoirs prévus par le décret du 17 mars 1956 susvisé et notamment l'article 1^{er} ;

Vu les instructions de M. le Président de l'Exécutif Provisoire en date du 13 juillet 1962 stipulant que l'ensemble de la législation applicable sur tout le territoire Algérien au 1^{er} juillet 1962 continue à être appliquée dans la mesure où son application ne paraît pas incompatible avec l'exercice de la souveraineté algérienne ;

Arrête :

Article 1^{er}. — Le Conseil Municipal de la commune de Attatba est dissout.

Art. 2. — Il est institué dans la commune de Attatba une délégation spéciale.

MM. Ali Moussa Kouider,
Hadjouti M'Hamed,
Bouchemak Saïd,
Bouchakour Mohamed

Art. 3. — Cette délégation spéciale est composée de la manière suivante.

Art. 4. — M. le Secrétaire général de la préfecture et M. le sous-préfet de Blida sont chargés, chacun, en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Alger, le 26 juillet 1962,

Le Préfet,
Signé : KASSAB.

Le Préfet d'Alger,

Vu la loi du 20 septembre 1947 portant statut organique de l'Algérie ;

Vu le décret n° 61-222 du 4 mars 1961 modifiant et complétant le décret n° 60-157 du 20 février 1960 sur l'exercice de leurs attributions par les autorités civiles et militaires en Algérie ;

Vu le décret n° 61-223 du 4 mars 1961 relatif aux attributions des Préfets, Inspecteurs Généraux Régionaux et des Préfets dans les départements algériens ;

Vu le décret n° 56-274 du 17 mars 1956 relatif aux mesures exceptionnelles tendant au rétablissement de l'ordre, à la protection des personnes et des biens et à la sauvegarde du territoire de l'Algérie et notamment l'article 7 ;

Vu le décret n° 56-12626 du 11 décembre 1956 modifiant les articles 8 et 9 du décret n° 56-274 du 17 mars 1956 susvisé ;

Vu l'arrêté du 7 mars 1960 portant délégation de certains pouvoirs prévus par le décret du 17 mars 1956 susvisé et notamment l'article 1^{er} ;

Vu les instructions de M. le Président de l'Exécutif Provisoire en date du 13 juillet 1962 stipulant que l'ensemble de la législation applicable sur tout le territoire Algérien au 1^{er} juillet 1962 continue à être appliquée dans la mesure où son application ne paraît pas incompatible avec l'exercice de la souveraineté algérienne ;

Arrête :

Article 1^{er}. — Le Conseil Municipal de la commune de Castiglione est dissout.

Art. 2. — Il est institué dans la commune de Castiglione une délégation spéciale.

Art. 3. — Cette délégation spéciale est composée de la manière suivante :

MM. Mekkiou Arezk',
Nedjari Mohamed,
Louni Mohand.

Art. 4. — M. le Secrétaire général de la préfecture et M. le sous-préfet de Blida sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Alger, le 26 juillet 1962,

Le Préfet,
Signé : KASSAB.

Le Préfet d'Alger,

Vu la loi du 20 septembre 1947 portant statut organique de l'Algérie ;

Vu le décret n° 61-222 du 4 mars 1961 modifiant et complétant le décret n° 60-157 du 20 février 1960 sur l'exercice de leurs attributions par les autorités civiles et militaires en Algérie ;

Vu le décret n° 61-223 du 4 mars 1961 relatif aux attributions des Préfets, Inspecteurs Généraux Régionaux et des Préfets dans les départements algériens ;

Vu le décret n° 56-274 du 17 mars 1956 relatif aux mesures exceptionnelles tendant au rétablissement de l'ordre, à la protection des personnes et des biens et à la sauvegarde du territoire de l'Algérie et notamment l'article 7 ;

Vu le décret n° 56-12626 du 11 décembre 1956 modifiant les articles 8 et 9 du décret n° 56-274 du 17 mars 1956 susvisé ;

Vu l'arrêté du 7 mars 1960 portant délégation de certains pouvoirs prévus par le décret du 17 mars 1956 susvisé et notamment l'article 1^{er} ;

Vu les instructions de M. le Président de l'Exécutif Provisoire en date du 13 juillet 1962 stipulant que l'ensemble de la législation applicable sur tout le territoire Algérien au 1^{er} juillet 1962 continue à être appliquée dans la mesure où son application ne paraît pas incompatible avec l'exercice de la souveraineté algérienne ;

Arrête :

Article 1^{er}. — Le Conseil Municipal de la commune d'El-Affroun est dissout.

Art. 2. — Il est institué dans la commune d'El-Affroun une délégation spéciale.

Art. 3. — Cette délégation spéciale est composée de la manière suivante :

MM. Achour Ali,
Oufreha Mohamed,
Achour Ramdane,
Giannichi Georges.

Art. 4. — M. le Secrétaire général de la préfecture et M. le sous-préfet de Blida sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Alger le 26 juillet 1962,

Le Préfet,
Signé : KASSAB.

Le Préfet d'Alger,

Vu la loi du 20 septembre 1947 portant statut organique de l'Algérie ;

Vu le décret n° 61-222 du 4 mars 1961 modifiant et complétant le décret n° 60-157 du 20 février 1960 sur l'exercice de leurs attributions par les autorités civiles et militaires en Algérie ;

Vu le décret n° 61-223 du 4 mars 1961 relatif aux attributions des Préfets, Inspecteurs Généraux Régionaux et des Préfets dans les départements algériens ;

Vu le décret n° 56-274 du 17 mars 1956 relatif aux mesures exceptionnelles tendant au rétablissement de l'ordre, à la protection des personnes et des biens et à la sauvegarde du territoire de l'Algérie et notamment l'article 7 ;

Vu le décret n° 56-12626 du 11 décembre 1956 modifiant les articles 8 et 9 du décret n° 56-274 du 17 mars 1956 susvisé ;

Vu l'arrêté du 7 mars 1960 portant délégation de certains pouvoirs prévus par le décret du 17 mars 1956 susvisé et notamment l'article 1^{er} ;

Vu les instructions de M. le Président de l'Exécutif Provisoire en date du 13 juillet 1962 stipulant que l'ensemble de la législation applicable sur tout le territoire Algérien au 1^{er} juillet 1962 continue à être appliquée dans la mesure où son application ne paraît pas incompatible avec l'exercice de la souveraineté algérienne ;

Arrête :

Article 1^{er}. — Le Conseil Municipal de la commune de Tipaza est dissout.

Art. 2. — Il est institué dans la commune de Tipaza une délégation spéciale.

Art. 3. — Cette délégation spéciale est composée de la manière suivante :

Président : Boudouma Mohamed,
1^{er} Adjoint : Ould Ali Maheddine,
2^e Adjoint : Ezzouaoui Abdelkader,
3^e Adjoint : Boudjouer Mohamed,
Membres : Tikarouchine Mohamed,
Feraoune Mohamed,
Mansour Djelloul,
Bouchiarem Ahmed,
Bouterfas Mohamed,
Bourouis Mohamed,
Hamada Mohamed,
Aguenarous Amar,
Benamour Belkacem.

Art. 4. — M. le Secrétaire général de la préfecture et M. le sous-préfet de Blida sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Alger, le 26 juillet 1962,

Le Préfet,
Signé : KASSAB.

Le Préfet d'Alger,

Vu la loi du 20 septembre 1947 portant statut organique de l'Algérie ;

Vu le décret n° 61-222 du 4 mars 1961 modifiant et complétant le décret n° 60-157 du 20 février 1960 sur l'exercice de leurs attributions par les autorités civiles et militaires en Algérie ;

Vu le décret n° 61-223 du 4 mars 1961 relatif aux attributions des Préfets, Inspecteurs Généraux Régionaux et des Préfets dans les départements algériens ;

Vu le décret n° 56-274 du 17 mars 1956 relatif aux mesures exceptionnelles tendant au rétablissement de l'ordre, à la protection des personnes et des biens et à la sauvegarde du territoire de l'Algérie et notamment l'article 7 ;

Vu le décret n° 56-12626 du 11 décembre 1956 modifiant les articles 8 et 9 du décret n° 56-274 du 17 mars 1956 susvisé ;

Vu l'arrêté du 7 mars 1960 portant délégation de certains pouvoirs prévus par le décret du 17 mars 1956 susvisé et notamment l'article 1^{er} ;

Vu les instructions de M. le Président de l'Exécutif Provisoire en date du 13 juillet 1962 stipulant que l'ensemble de la législation applicable sur tout le territoire Algérien au 1^{er} juillet 1962 continue à être appliquée dans la mesure où son application ne paraît pas incompatible avec l'exercice de la souveraineté algérienne ;

Arrête :

Article 1^{er}. — Le Conseil Municipal de la commune de Saint-Pierre-Saint-Paul est dissout.

Art. 2. — Il est institué dans la commune de Saint-Pierre-Saint-Paul une délégation spéciale.

Art. 3. — Cette délégation spéciale est composée de la manière suivante :

Président : Merimi Ahmed Ben Ali,
Vice-Président : Boukamel Ali Ben Rabah,
Membres : Boudegzane Sadok Ben Ammar,
Bounamed Rabah Ben Omar,
Halimi Rabah Ben Hamoud.

Art. 4. — M. le Secrétaire général de la préfecture et M. le sous-préfet de Maison-Blanche sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Alger, le 26 juillet 1962,

Le Préfet,
Signé : KASSAB.

Arrêtés du 27 juillet 1962. — Dissolution de conseils municipaux et institution de délégations spéciales.

Le Préfet d'Alger.

Vu la loi du 20 septembre 1947 portant statut organique de l'Algérie ;

Vu le décret n° 61-222 du 4 mars 1961 modifiant et complétant le décret n° 60-157 du 20 février 1960 sur l'exercice de leurs attributions par les autorités civiles et militaires en Algérie ;

Vu le décret n° 61-223 du 4 mars 1961 relatif aux attributions des Préfets, Inspecteurs Généraux Régionaux et des Préfets dans les départements algériens ;

Vu le décret n° 56-274 du 17 mars 1956 relatif aux mesures exceptionnelles tendant au rétablissement de l'ordre, à la protection des personnes et des biens et à la sauvegarde du territoire de l'Algérie et notamment l'article 7 ;

Vu le décret n° 56-12626 du 11 décembre 1956 modifiant les articles 8 et 9 du décret n° 56-274 du 17 mars 1956 susvisé ;

Vu l'arrêté du 7 mars 1960 portant délégation de certains pouvoirs prévus par le décret du 17 mars 1956 susvisé et notamment l'article 1^{er} ;

Vu les instructions de M. le Président de l'Exécutif Provisoire en date du 13 juillet 1962 stipulant que l'ensemble de la législation applicable sur tout le territoire Algérien au 1^{er} juillet 1962 continue à être appliquée dans la mesure où son application ne paraît pas incompatible avec l'exercice de la souveraineté algérienne ;

Arrête :

Article 1^{er}. — La Délégation spéciale de la commune de l'Alma est dissoute.

Art. 2. — Il est institué dans la commune de l'Alma une délégation spéciale.

Art. 3. — Cette délégation spéciale est composée de la manière suivante :

Président : Zerabib Ahmed,
Vice-Président : Alos Joachim,
Délégué : Zemmouri Ahmed,
» Ghalem Chérif,
» Picardo Antoine.

Art. 4. — M. le Secrétaire général de la préfecture et M. le sous-préfet de Maison-Blanche sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Alger, le 27 juillet 1962,

Le Préfet,
Signé : KASSAB.

Le Préfet d'Alger,

Vu la loi du 20 septembre 1947 portant statut organique de l'Algérie ;

Vu le décret n° 61-222 du 4 mars 1961 modifiant et complétant le décret n° 60-157 du 20 février 1960 sur l'exercice de leurs attributions par les autorités civiles et militaires en Algérie ;

Vu le décret n° 61-223 du 4 mars 1961 relatif aux attributions des Préfets, Inspecteurs Généraux Régionaux et des Préfets dans les départements algériens ;

Vu le décret n° 56-274 du 17 mars 1956 relatif aux mesures exceptionnelles tendant au rétablissement de l'ordre, à la protection des personnes et des biens et à la sauvegarde du territoire de l'Algérie et notamment l'article 7 ;

Vu le décret n° 56-12626 du 11 décembre 1956 modifiant les articles 8 et 9 du décret n° 56-274 du 17 mars 1956 susvisé ;

Vu l'arrêté du 7 mars 1960 portant délégation de certains pouvoirs prévus par le décret du 17 mars 1956 susvisé et notamment l'article 1^{er} ;

Vu les instructions de M. le Président de l'Exécutif Provisoire en date du 13 juillet 1962 stipulant que l'ensemble de la législation applicable sur tout le territoire Algérien au 1^{er} juillet 1962 continue à être appliquée dans la mesure où son application ne paraît pas incompatible avec l'exercice de la souveraineté algérienne ;

Arrête :

Article 1^{er}. — Le Conseil Municipal de la commune de Blida est dissout.

Art. 2. — Il est institué dans la commune de Blida une délégation spéciale.

Art. 3. — Cette délégation spéciale est composée de la manière suivante :

MM. Cherid Missoum,
Docteur Larbi Abdelkader,
Yahyaoui Ali,
Docteur Roman,
Lazli Ahmed,
Ferroukhi M'Hamed,
Chatelaine,
Mahmouche Saïd,
Mokkadem Sadek,
Menacer Mohamed,
Baba - Slimane Hassen,
Raguieg Ali,
Boumaza Rachid.

Art. 4. — M. le Secrétaire général de la préfecture et M. le sous-préfet de Blida sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Alger, le 27 juillet 1962,

Le Préfet,
Signé : KASSAB.

Le Préfet d'Alger,

Vu la loi du 20 septembre 1947 portant statut organique de l'Algérie ;

Vu le décret n° 61-222 du 4 mars 1961 modifiant et complétant le décret n° 60-157 du 20 février 1960 sur l'exercice de leurs attributions par les autorités civiles et militaires en Algérie ;

Vu le décret n° 61-223 du 4 mars 1961 relatif aux attributions des Préfets, Inspecteurs Généraux Régionaux et des Préfets dans les départements algériens ;

Vu le décret n° 56-274 du 17 mars 1956 relatif aux mesures exceptionnelles tendant au rétablissement de l'ordre, à la protection des personnes et des biens et à la sauvegarde du territoire de l'Algérie et notamment l'article 7 ;

Vu le décret n° 56-12626 du 11 décembre 1956 modifiant les articles 8 et 9 du décret n° 56-274 du 17 mars 1956 susvisé ;

Vu l'arrêté du 7 mars 1960 portant délégation de certains pouvoirs prévus par le décret du 17 mars 1956 susvisé et notamment l'article 1^{er} ;

Vu les instructions de M. le Président de l'Exécutif Provisoire en date du 13 juillet 1962 stipulant que l'ensemble de la législation applicable sur tout le territoire Algérien au 1^{er} juillet 1962 continue à être appliquée dans la mesure où son application ne paraît pas incompatible avec l'exercice de la souveraineté algérienne ;

Arrête :

Article 1^{er}. — Le Conseil Municipal de la commune de Bou-Arfa est dissout.

Art. 2. — Il est institué dans la commune de Bou-Arfa une délégation spéciale.

Art. 3. — Cette délégation spéciale est composée de la manière suivante :

MM. Kalla Nourredine,
El-Bey Aïssa Mohamed,
Boukrani Mohamed,
Eudda Mohamed,
Hamadouche Mohamed,

Art. 4. — M. le Secrétaire général de la préfecture et M. le sous-préfet de Blida sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Alger, le 27 juillet 1962,

Le Préfet,
Signé : KASSAB.

Le Préfet d'Alger,

Vu la loi du 20 septembre 1947 portant statut organique de l'Algérie ;

Vu le décret n° 61-222 du 4 mars 1961 modifiant et complétant le décret n° 60-157 du 20 février 1960 sur l'exercice de leurs attributions par les autorités civiles et militaires en Algérie ;

Vu le décret n° 61-223 du 4 mars 1961 relatif aux attributions des Préfets, Inspecteurs Généraux Régionaux et des Préfets dans les départements algériens ;

Vu le décret n° 56-274 du 17 mars 1956 relatif aux mesures exceptionnelles tendant au rétablissement de l'ordre, à la protection des personnes et des biens et à la sauvegarde du territoire de l'Algérie et notamment l'article 7 ;

Vu le décret n° 56-12626 du 11 décembre 1956 modifiant les articles 8 et 9 du décret n° 56-274 du 17 mars 1956 susvisé ;

Vu l'arrêté du 7 mars 1960 portant délégation de certains pouvoirs prévus par le décret du 17 mars 1956 susvisé et notamment l'article 1^{er} ;

Vu les instructions de M. le Président de l'Exécutif Provisoire en date du 13 juillet 1962 stipulant que l'ensemble de la législation applicable sur tout le territoire Algérien au 1^{er} juillet 1962 continue à être appliquée dans la mesure où son application ne paraît pas incompatible avec l'exercice de la souveraineté algérienne ;

Arrête :

Article 1^{er}. — Le Conseil Municipal de la commune de Fondouk est dissout.

Art. 2. — Il est institué dans la commune de Fondouk une délégation spéciale.

Art. 3. — Cette délégation spéciale est composée de la manière suivante :

Président : Moula Mokrane,
Vice-Président : Bernabe Pierre,
Membres : Chalabi Abdelkader,
» Radji Mohamed,
» Zouggari Ali.

Art. 4. — M. le Secrétaire général de la préfecture et M. le sous-préfet de Maison-Blanche sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Alger, le 27 juillet 1962,

Le Préfet,
Signé : KASSAB.

Le Préfet d'Alger,

Vu la loi du 20 septembre 1947 portant statut organique de l'Algérie ;

Vu le décret n° 61-222 du 4 mars 1961 modifiant et complétant le décret n° 60-157 du 20 février 1960 sur l'exercice de leurs attributions par les autorités civiles et militaires en Algérie ;

Vu le décret n° 61-223 du 4 mars 1961 relatif aux attributions des Préfets, Inspecteurs Généraux Régionaux et des Préfets dans les départements algériens ;

Vu le décret n° 56-274 du 17 mars 1956 relatif aux mesures exceptionnelles tendant au rétablissement de l'ordre, à la protection des personnes et des biens et à la sauvegarde du territoire de l'Algérie et notamment l'article 7 ;

Vu le décret n° 56-12626 du 11 décembre 1956 modifiant les articles 8 et 9 du décret n° 56-274 du 17 mars 1956 susvisé ;

Vu l'arrêté du 7 mars 1960 portant délégation de certains pouvoirs prévus par le décret du 17 mars 1956 susvisé et notamment l'article 1^{er} ;

Vu les instructions de M. le Président de l'Exécutif Provisoire en date du 13 juillet 1962 stipulant que l'ensemble de la législation applicable sur tout le territoire Algérien au 1^{er} juillet 1962 continue à être appliquée dans la mesure où son application ne paraît pas incompatible avec l'exercice de la souveraineté algérienne ;

Arrête :

Article 1^{er}. — Le Conseil Municipal de la commune de Maréchal-Foch est dissout.

Art. 2. — Il est institué dans la commune de Maréchal-Foch une délégation spéciale.

Art. 3. — Cette délégation spéciale est composée de la manière suivante :

Président : Dahmani Omar,
1^{er} Vice-Président : Rezzoug Ferhat,
2^e Vice-Président : Kouadri Saïd,
Délégué : Fertas Rabah,
Délégué : Dahmani El-Mahdi,
Secrétaire-Général : Baghdali Mostepha.

Art. 4. — M. le Secrétaire général de la préfecture et M. le sous-préfet de Maison-Blanche sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Alger, le 27 juillet 1962,

Le Préfet,
Signé : KASSAB

Arrêté du 30 juillet 1962. — Dissolution d'un Conseil Municipal et institution d'une délégation spéciale.

Le Préfet d'Alger,

Vu la loi du 20 septembre 1947 portant statut organique de l'Algérie ;

Vu le décret n° 61-222 du 4 mars 1961 modifiant et complétant le décret n° 60-157 du 20 février 1960 sur l'exercice de leurs attributions par les autorités civiles et militaires en Algérie ;

Vu le décret n° 61-223 du 4 mars 1961 relatif aux attributions des Préfets, Inspecteurs Généraux Régionaux et des Préfets dans les départements algériens ;

Vu le décret n° 56-274 du 17 mars 1956 relatif aux mesures exceptionnelles tendant au rétablissement de l'ordre, à la protection des personnes et des biens et à la sauvegarde du territoire de l'Algérie et notamment l'article 7 ;

Vu le décret n° 56-12626 du 11 décembre 1956 modifiant les articles 8 et 9 du décret n° 56-274 du 17 mars 1956 susvisé ;

Vu l'arrêté du 7 mars 1960 portant délégation de certains pouvoirs prévus par le décret du 17 mars 1956 susvisé et notamment l'article 1^{er} ;

Vu les instructions de M. le Président de l'Exécutif Provisoire en date du 13 juillet 1962 stipulant que l'ensemble de la législation applicable sur tout le territoire Algérien au 1^{er} juillet 1962 continue à être appliquée dans la mesure où son application ne paraît pas incompatible avec l'exercice de la souveraineté algérienne ;

Arrête :

Article 1^{er}. — Le Conseil Municipal de la commune de Bellefontaine est dissout.

Art. 2. — Il est institué dans la commune de Bellefontaine une délégation spéciale.

Art. 3. — Cette délégation spéciale est composée de la manière suivante :

Président : Boulsri Hamidat,
Vice-Président : Hourri Omar,
Délégué : Kontar Amrane,
» Meriouli Mohamed,
» Di-Miglio Pascal.

Art. 4. — M. le Secrétaire général de la préfecture et M. le sous-préfet de Maison-Blanche sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Alger, le 30 juillet 1962,

Le Préfet,
Signé : KASSAB

Arrêtés du 2 août 1962. — Dissolution de Conseils municipaux et d'une délégation spéciale et institution de délégations spéciales.

Le Préfet d'Alger,

Vu la loi du 20 septembre 1947 portant statut organique de l'Algérie ;

Vu le décret n° 61-222 du 4 mars 1961 modifiant et complétant le décret n° 60-157 du 20 février 1960 sur l'exercice de leurs attributions par les autorités civiles et militaires en Algérie ;

Vu le décret n° 61-223 du 4 mars 1961 relatif aux attributions des Préfets, Inspecteurs Généraux Régionaux et des Préfets dans les départements algériens ;

Vu le décret n° 56-274 du 17 mars 1956 relatif aux mesures exceptionnelles tendant au rétablissement de l'ordre, à la protection des personnes et des biens et à la sauvegarde du territoire de l'Algérie et notamment l'article 7 ;

Vu le décret n° 56-12626 du 11 décembre 1956 modifiant les articles 8 et 9 du décret n° 56-274 du 17 mars 1956 susvisé ;

Vu l'arrêté du 7 mars 1960 portant délégation de certains pouvoirs prévus par le décret du 17 mars 1956 susvisé et notamment l'article 1^{er} ;

Vu les instructions de M. le Président de l'Exécutif Provisoire en date du 13 juillet 1962 stipulant que l'ensemble de la législation applicable sur tout le territoire Algérien au 1^{er} juillet 1962 continue à être appliquée dans la mesure où son application ne paraît pas incompatible avec l'exercice de la souveraineté algérienne ;

Arrête :

Article 1^{er}. — Le Conseil Municipal de la commune de Birkadem est dissout.

Art. 2. — Il est institué dans la commune de Birkadem une délégation spéciale.

Art. 3. — Cette délégation spéciale est composée de la manière suivante :

Président : Zendjebil Mouloud,
1^{er} Adjoint : Kadi Abdelkader,
2^e Adjoint : Hodja Ammar Ahmed,
3^e Adjoint : De Haro Gilbert,
Abid M'Hamed,
Benhaddad Mourad,
Sayah Zerrouk,
Haboub Hakim,
Ben Abdeslam Mohamed,
Larbi Larbi,
Megnouche Djelloul,
Begar Mohamed,
Semmar M'Hamed,
Megueni Slimane.

Art. 4. — M. le Secrétaire général de la préfecture est chargé, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Alger, le 2 août 1962,

Le Préfet,
Signé : KASSAB

Le Préfet d'Alger,

Vu la loi du 20 septembre 1947 portant statut organique de l'Algérie ;

Vu le décret n° 61-222 du 4 mars 1961 modifiant et complétant le décret n° 60-157 du 20 février 1960 sur l'exercice de leurs attributions par les autorités civiles et militaires en Algérie ;

Vu le décret n° 61-223 du 4 mars 1961 relatif aux attributions des Préfets, Inspecteurs Généraux Régionaux et des Préfets dans les départements algériens ;

Vu le décret n° 56-274 du 17 mars 1956 relatif aux mesures exceptionnelles tendant au rétablissement de l'ordre, à la protection des personnes et des biens et à la sauvegarde du territoire de l'Algérie et notamment l'article 7 ;

Vu le décret n° 56-12626 du 11 décembre 1956 modifiant les articles 8 et 9 du décret n° 56-274 du 17 mars 1956 susvisé ;

Vu l'arrêté du 7 mars 1960 portant délégation de certains pouvoirs prévus par le décret du 17 mars 1956 susvisé et notamment l'article 1^{er} ;

Vu les instructions de M. le Président de l'Exécutif Provisoire en date du 13 juillet 1962 stipulant que l'ensemble de la législation applicable sur tout le territoire Algérien au 1^{er} juillet 1962 continue à être appliquée dans la mesure où son application ne paraît pas incompatible avec l'exercice de la souveraineté algérienne ;

Arrête :

Article 1^{er}. — Le Conseil Municipal de la commune de Birtouta est dissout.

Art. 2. — Il est institué dans la commune de Birtouta une délégation spéciale.

Art. 3. — Cette délégation spéciale est composée de la manière suivante :

Président : Boulchfa Ali,
1^{er} Adjoint : Gacem Dahmane,
2^e » : Bouchicha Mohamed,
Ferroukhi Ahmed,
Bouhadja Youcef,
Larouci Hocine,
Medah Tahar Ben Mohamed,
Sifaoui Abderrahmane,

Maizi Messaoud,
Sebaa Mohamed,
Ferroukhi Ramdane,
Attif Kaddour Ben Hamida.

Art. 4. — M. le Secrétaire général de la préfecture et M. le sous-préfet de Blida sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Alger, le 2 août 1962,

Le Préfet,
Signé : KASSAB.

Le Préfet d'Alger,

Vu la loi du 20 septembre 1947 portant statut organique de l'Algérie ;

Vu le décret n° 61-222 du 4 mars 1961 modifiant et complétant le décret n° 60-157 du 20 février 1960 sur l'exercice de leurs attributions par les autorités civiles et militaires en Algérie ;

Vu le décret n° 61-223 du 4 mars 1961 relatif aux attributions des Préfets, Inspecteurs Généraux Régionaux et des Préfets dans les départements algériens ;

Vu le décret n° 56-274 du 17 mars 1956 relatif aux mesures exceptionnelles tendant au rétablissement de l'ordre, à la protection des personnes et des biens et à la sauvegarde du territoire de l'Algérie et notamment l'article 7 ;

Vu le décret n° 56-12626 du 11 décembre 1956 modifiant les articles 8 et 9 du décret n° 56-274 du 17 mars 1956 susvisé ;

Vu l'arrêté du 7 mars 1960 portant délégation de certains pouvoirs prévus par le décret du 17 mars 1956 susvisé et notamment l'article 1^{er} ;

Vu les instructions de M. le Président de l'Exécutif Provisoire en date du 13 juillet 1962 stipulant que l'ensemble de la législation applicable sur tout le territoire Algérien au 1^{er} juillet 1962 continue à être appliquée dans la mesure où son application ne paraît pas incompatible avec l'exercice de la souveraineté algérienne ;

Arrête :

Article 1^{er}. — Le Conseil Municipal de la commune de Boufarik est dissout.

Art. 2. — Il est institué dans la commune de Boufarik une délégation spéciale.

Art. 3. — Cette délégation spéciale est composée de la manière suivante :

Président : Nehal Abdelkader,
1^{er} Adjoint : Ouannoughi Boualem,
Suppléant : Semiane Ahmed,
2^e Adjoint : Cheref Dahmane,
Suppléant : Belbahri Boualem,
3^e Adjoint : Khetir Abdelkader,
Suppléant : Aït Ali M-Seghir,
Conseillers : Maziz Tayeb,
» Hamidi Mohamed,
» Aïdja Mohamed,
» Tnouakene Abdelkader,
» Maziz Tayeb Ben Ahmed,
» Magri Rabah,
» Amedega Lounès,
» Haouche Mohamed,
» Rihi Tahar,
» Bouzerar Arezki,
» El-Chers Rabah,
» Safta Belkacem,
» Djouder Mahfoudh,
» Gharbi Abdelkader,
» Boubeker Ali.

Art. 4. — M. le Secrétaire général de la préfecture et M. le sous-préfet de Blida sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Alger, le 2 août 1962,

Le Préfet,
Signé : KASSAB.

Le Préfet d'Alger,

Vu la loi du 20 septembre 1947 portant statut organique de l'Algérie ;

Vu le décret n° 61-222 du 4 mars 1961 modifiant et complétant le décret n° 60-157 du 20 février 1960 sur l'exercice de leurs attributions par les autorités civiles et militaires en Algérie ;

Vu le décret n° 61-223 du 4 mars 1961 relatif aux attributions des Préfets, Inspecteurs Généraux Régionaux et des Préfets dans les départements algériens ;

Vu le décret n° 56-274 du 17 mars 1956 relatif aux mesures exceptionnelles tendant au rétablissement de l'ordre, à la protection des personnes et des biens et à la sauvegarde du territoire de l'Algérie et notamment l'article 7 ;

Vu le décret n° 56-12626 du 11 décembre 1956 modifiant les articles 8 et 9 du décret n° 56-274 du 17 mars 1956 susvisé ;

Vu l'arrêté du 7 mars 1960 portant délégation de certains pouvoirs prévus par le décret du 17 mars 1956 susvisé et notamment l'article 1^{er} ;

Vu les instructions de M. le Président de l'Exécutif Provisoire en date du 13 juillet 1962 stipulant que l'ensemble de la législation applicable sur tout le territoire Algérien au 1^{er} juillet 1962 continue à être appliquée dans la mesure où son application ne paraît pas incompatible avec l'exercice de la souveraineté algérienne ;

Arrête :

Article 1^{er}. — Le Conseil Municipal de la commune de Bouinan est dissout.

Art. 2. — Il est institué dans la commune de Bouinan une délégation spéciale.

Art. 3. — Cette délégation spéciale est composée de la manière suivante :

Président : Ben Redouane Mohamed,
1^{er} Adjoint : Medjroub Mohamed Ben Mohamed,
2^e » : Hamadi Ouidir Ben Mohamed,
3^e » : El Fartas Mohamed Ben Rabah,
Tchalabi Djillali Ben Boualem,
Charif Ahmed Ben Mustapha,
Chlef Mohamed Ben Omar,
Bouguerra Boualem Ben Kouider,
Zahra Amar Ben Amar,
Kicha Mohamed Ben Moussa,
Haoual Boualem Ben Laid,
Mansour Ramadane Ben Rabah,
Laimouche Ali Ben Ruissi.

Article 4. — M. le Secrétaire général de la préfecture et M. le sous-préfet de Blida sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Alger, le 2 août 1962,

Le Préfet,
Signé : KASSAB.

Le Préfet d'Alger,

Vu la loi du 20 septembre 1947 portant statut organique de l'Algérie ;

Vu le décret n° 61-222 du 4 mars 1961 modifiant et complétant le décret n° 60-157 du 20 février 1960 sur l'exercice de leurs attributions par les autorités civiles et militaires en Algérie ;

Vu le décret n° 61-223 du 4 mars 1961 relatif aux attributions des Préfets, Inspecteurs Généraux Régionaux et des Préfets dans les départements algériens ;

Vu le décret n° 56-274 du 17 mars 1956 relatif aux mesures exceptionnelles tendant au rétablissement de l'ordre, à la protection des personnes et des biens et à la sauvegarde du territoire de l'Algérie et notamment l'article 7 ;

Vu le décret n° 56-12626 du 11 décembre 1956 modifiant les articles 8 et 9 du décret n° 56-274 du 17 mars 1956 susvisé ;

Vu l'arrêté du 7 mars 1960 portant délégation de certains pouvoirs prévus par le décret du 17 mars 1956 susvisé et notamment l'article 1^{er} ;

Vu les instructions de M. le Président de l'Exécutif Provisoire en date du 13 juillet 1962 stipulant que l'ensemble de la législation continue à être appliquée dans la mesure où son application ne paraît pas incompatible avec l'exercice de la souveraineté algérienne ;

Arrête :

Article 1^{er}. — Le Conseil Municipal de la commune de Chebli est dissout.

Art. 2. — Il est institué dans la commune de Chebli une délégation spéciale.

Art. 3. — Cette délégation spéciale est composée de la manière suivante :

Président : Sadi Chérif.

1^{er} Adjoint : Jean-Marie Mojon.

2^e Adjoint : Bellaziz Abdelkader.

3^e Adjoint : Ouzzani Ali,

Bendaoud Mohamed.
Kouidmi Abdelkader.
Mekhzour Mohamed.
Tebbane Kaddour.
Massou Mohamed.
Bouziane Mohamed.
Nadjemi Mohamed.
Zahra Mohamed.

Art. 4. — M. le Secrétaire Général de la Préfecture et M. le Sous-Préfet de Blida sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Alger, le 2 août 1962.

Le Préfet,
Signé : KASSAB.

Le Préfet d'Alger,

Vu la loi du 20 septembre 1947 portant statut organique de l'Algérie ;

Vu le décret n° 61-222 du 4 mars 1961 modifiant et complétant le décret n° 60-157 du 20 février 1960 sur l'exercice de leurs attributions par les autorités civiles et militaires en Algérie ;

Vu le décret n° 61-223 du 4 mars 1961 relatif aux attributions des Préfets, Inspecteurs Généraux Régionaux et des Préfets dans les départements algériens ;

Vu le décret n° 56-274 du 17 mars 1956 relatif aux mesures exceptionnelles tendant au rétablissement de l'ordre, à la protection des personnes et des biens et à la sauvegarde du territoire de l'Algérie et notamment l'article 7 ;

Vu le décret n° 56-12626 du 11 décembre 1956 modifiant les articles 8 et 9 du décret n° 56-274 du 17 mars 1956 susvisé ;

Vu l'arrêté du 7 mars 1960 portant délégation de certains pouvoirs prévus par le décret du 17 mars 1956 susvisé et notamment l'article 1^{er} ;

Vu les instructions de M. le Président de l'Exécutif Provisoire en date du 13 juillet 1962 stipulant que l'ensemble de la législation applicable sur tout le territoire Algérien au 1^{er} juillet 1962 continue à être appliquée dans la mesure où son application ne paraît pas incompatible avec l'exercice de la souveraineté algérienne ;

Arrête :

Article 1^{er}. — Le Conseil Municipal de la commune de Chéragas est dissout.

Art. 2. — Il est institué dans la commune de Chéragas une délégation spéciale.

Art. 3. — Cette délégation spéciale est composée de la manière suivante :

Président : Dahmani Koulder.

1^{er} Adjoint : Zouagi Mohamed.

2^e Adjoint : Lamali Salem.

3^e Adjoint : Laïd Ali,

Bouhadja Mohamed.
Djaffer Djamel.
Slimani Abdelkader.
Diffelah Hamida.
Kerson Ali.
Hamouche Saâdi.
Bouaïouch Rabah.
Amari Mohamed.
Senouci Mohamed.
Semour Abdelkader.

Art. 4. — M. le Secrétaire Général de la Préfecture est chargé, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Alger, le 2 août 1962.

Le Préfet,
Signé : KASSAB.

Le Préfet d'Alger,

Vu la loi du 20 septembre 1947 portant statut organique de l'Algérie ;

Vu le décret n° 61-222 du 4 mars 1961 modifiant et complétant le décret n° 60-157 du 20 février 1960 sur l'exercice de leurs attributions par les autorités civiles et militaires en Algérie ;

Vu le décret n° 61-223 du 4 mars 1961 relatif aux attributions des Préfets, Inspecteurs Généraux Régionaux et des Préfets dans les départements algériens ;

Vu le décret n° 56-274 du 17 mars 1956 relatif aux mesures exceptionnelles tendant au rétablissement de l'ordre, à la protection des personnes et des biens et à la sauvegarde du territoire de l'Algérie et notamment l'article 7 ;

Vu le décret n° 56-12626 du 11 décembre 1956 modifiant les articles 8 et 9 du décret n° 56-274 du 17 mars 1956 susvisé ;

Vu l'arrêté du 7 mars 1960 portant délégation de certains pouvoirs prévus par le décret du 17 mars 1956 susvisé et notamment l'article 1^{er} ;

Vu les instructions de M. le Président de l'Exécutif Provisoire en date du 13 juillet 1962 stipulant que l'ensemble de la législation applicable sur tout le territoire Algérien au 1^{er} juillet 1962 continue à être appliquée dans la mesure où son application ne paraît pas incompatible avec l'exercice de la souveraineté algérienne ;

Arrête :

Article 1^{er}. — Le Conseil Municipal de la commune de Draria est dissout.

Art. 2. — Il est institué dans la commune de Draria une délégation spéciale.

Art. 3. — Cette délégation spéciale est composée de la manière suivante :

Président : Ougana Lounès.

1^{er} Adjoint : Haddad Mahieddine.

2^e Adjoint : Bouarbi Seghni.

3^e Adjoint : Garah Belkacem,

Abdellaziz Mohamed.
Larbi Mohamed.
Ouhmani Kaddour.
Oubadi Mahimah.
Gueraba Boudjema.
Radja Salah.
Sabri Rabah.

Art. 4. — M. le Secrétaire Général de la Préfecture est chargé, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Alger, le 2 août 1962.

Le Préfet,
Signé : KASSAB.

Le Préfet d'Alger,

Vu la loi du 20 septembre 1947 portant statut organique de l'Algérie ;

Vu le décret n° 61-222 du 4 mars 1961 modifiant et complétant le décret n° 60-157 du 20 février 1960 sur l'exercice de leurs attributions par les autorités civiles et militaires en Algérie ;

Vu le décret n° 61-223 du 4 mars 1961 relatif aux attributions des Préfets, Inspecteurs Généraux Régionaux et des Préfets dans les départements algériens ;

Vu le décret n° 56-274 du 17 mars 1956 relatif aux mesures exceptionnelles tendant au rétablissement de l'ordre, à la protection des personnes et des biens et à la sauvegarde du territoire de l'Algérie et notamment l'article 7 ;

Vu le décret n° 56-12626 du 11 décembre 1956 modifiant les articles 8 et 9 du décret n° 56-274 du 17 mars 1956 susvisé ;

Vu l'arrêté du 7 mars 1960 portant délégation de certains pouvoirs prévus par le décret du 17 mars 1956 susvisé et notamment l'article 1^{er} ;

Vu les instructions de M. le Président de l'Exécutif Provisoire en date du 13 juillet 1962 stipulant que l'ensemble de la législation applicable sur tout le territoire Algérien au 1^{er} juillet 1962 continue à être appliquée dans la mesure où son application ne paraît pas incompatible avec l'exercice de la souveraineté algérienne ;

Arrête :

Article 1^{er}. — Le Conseil Municipal de la commune de Oued-El-Alleug est dissout.

Art. 2. — Il est institué dans la commune de Oued-El-Alleug une délégation spéciale.

Art. 3. — Cette délégation spéciale est composée de la manière suivante :

Président : Zemouri Djillali ben Djillali.

1^{er} Adjoint : Zaoui Amar Ben Slimane.

2^e Adjoint : Boulahia Farouk,
Marani Tayeb.
Slimani Abdelkader.
Bouziiane Ali.
Tahnouni Ahmed.
Hassnaoui Mohamed
Salhi Ali.
Hamzaoui Ali.
Jenni Abdelkader.

Art. 4. — M. le Secrétaire Général de la Préfecture et M. le Sous-Préfet de Blida sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Alger, le 2 août 1962.

Le Préfet,
Signé : KASSAB.

Le Préfet d'Alger.

Vu la loi du 20 septembre 1947 portant statut organique de l'Algérie ;

Vu le décret n° 61-222 du 4 mars 1961 modifiant et complétant le décret n° 60-157 du 20 février 1960 sur l'exercice de leurs attributions par les autorités civiles et militaires en Algérie ;

Vu le décret n° 61-223 du 4 mars 1961 relatif aux attributions des Préfets, Inspecteurs Généraux Régionaux et des Préfets dans les départements algériens ;

Vu le décret n° 56-274 du 17 mars 1956 relatif aux mesures exceptionnelles tendant au rétablissement de l'ordre, à la protection des personnes et des biens et à la sauvegarde du territoire de l'Algérie et notamment l'article 7 ;

Vu le décret n° 56-12626 du 11 décembre 1956 modifiant les articles 8 et 9 du décret n° 56-274 du 17 mars 1956 susvisé ;

Vu l'arrêté du 7 mars 1960 portant délégation de certains pouvoirs prévus par le décret du 17 mars 1956 susvisé et notamment l'article 1^{er} ;

Vu les instructions de M. le Président de l'Exécutif Provisoire en date du 13 juillet 1962 stipulant que l'ensemble de la législation applicable sur tout le territoire Algérien au 1^{er} juillet 1962 continue à être appliquée dans la mesure où son application ne paraît pas incompatible avec l'exercice de la souveraineté algérienne ;

Arrête :

Article 1^{er}. — Le Conseil Municipal de la commune de Souma est dissout.

Art. 2. — Il est institué dans la commune de Souma une délégation spéciale.

Art. 3. — Cette délégation spéciale est composée de la manière suivante :

Président : Kanoun Boualem ben Abdelkader.

1^{er} Adjoint : Rabia Belkacem.

2^e Adjoint : Boutchicha Akacha ben Abdelkader.

3^e Adjoint : Aïd Rabah ben Aïssa,

Mme Mathieu.

MM Amier Mohamed ben Saïd.
Zmati ben Youcef ben Mohamed.
Ykreïef Kouider ben Larbi.
Aïche Mohamed ben Ahmed,
Dassi Boualem ben Salem.
Oukil Ahmed ben Mohamed.
Kaddam Smar ben Hamed.
Zidane Mohamed ben Kouider

Art. 4. — M. le Secrétaire Général de la Préfecture et M. le Sous-Préfet de Blida sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Alger, le 2 août 1962.

Le Préfet,
Signé : KASSAB.

Le Préfet d'Alger,

Vu la loi du 20 septembre 1947 portant statut organique de l'Algérie ;

Vu le décret n° 61-222 du 4 mars 1961 modifiant et complétant le décret n° 60-157 du 20 février 1960 sur l'exercice de leurs attributions par les autorités civiles et militaires en Algérie ;

Vu le décret n° 61-223 du 4 mars 1961 relatif aux attributions des Préfets, Inspecteurs Généraux Régionaux et des Préfets dans les départements algériens ;

Vu le décret n° 56-274 du 17 mars 1956 relatif aux mesures exceptionnelles tendant au rétablissement de l'ordre, à la protection des personnes et des biens et à la sauvegarde du territoire de l'Algérie et notamment l'article 7 ;

Vu le décret n° 56-12626 du 11 décembre 1956 modifiant les articles 8 et 9 du décret n° 56-274 du 17 mars 1956 susvisé ;

Vu l'arrêté du 7 mars 1960 portant délégation de certains pouvoirs prévus par le décret du 17 mars 1956 susvisé et notamment l'article 1^{er} ;

Vu les instructions de M. le Président de l'Exécutif Provisoire en date du 13 juillet 1962 stipulant que l'ensemble de la législation applicable sur tout le territoire Algérien au 1^{er} juillet 1962 continue à être appliquée dans la mesure où son application ne paraît pas incompatible avec l'exercice de la souveraineté algérienne ;

Arrête :

Article 1^{er}. — La Délégation Spéciale de la commune de Zéralda est dissoute.

Art. 2. — Il est institué dans la commune de Zéralda une délégation spéciale.

Art. 3. — Cette délégation spéciale est composée de la manière suivante :

Président : Fekkari Lhacène.

1^{er} Adjoint : Hamidi Mohamed

2^e Adjoint : Azzl Mohamed.

3^e Adjoint : Mimouni Mened.

Conseillers : Setraba Abdelkader.

Kodik Abderrazak.

Draouci Bendaoud.

Abel Ziane.

El-Kheloufi Abdelkader.

Art. 4. — M. le Secrétaire Général de la Préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Alger, le 2 août 1962.

Le Préfet,
Signé : KASSAB.

Arrêtés du 2 août 1962. — Acquisition d'urgence de deux terrains par la commune de Cap-Djinet.

Le préfet de la Grande Kabylie,

Vu le décret n° 60-157 du 24 février 1960 sur l'exercice de leurs pouvoirs par les autorités civiles et militaires en Algérie ;

Vu l'article 6 du décret n° 53-395 du 6 mai 1953 rendu applicable en Algérie par le décret n° 57-1274 du 11 décembre 1957, exonérant de toute participation au profit du trésor les acquisitions reconnues d'utilité publique ;

Vu la délibération n° 315 en date du 1^{er} juillet 1962 par laquelle le conseil municipal de la commune de Cap-Djinet demande l'utilité publique pour l'achat d'une parcelle de terrain d'une superficie de trois mille trois cent soixante dix mètres carrés (3370 m²) appartenant à la Société Tonnelierie Narbonnaise (ex-propriété Brinsolles) demeurant à Alger en vue de la réalisation d'un programme de construction de bâtiments administratifs (Centre Social Educatif) ;

Vu l'arrêté n° 33 en date du 24 juillet 1962 de M. le sous-préfet de Bordj-Ménafiel autorisant l'acquisition de ce terrain ;

Vu le plan des lieux ;

Vu l'urgence ;

Considérant que l'acquisition envisagée est destinée à la construction administrative (Centre Social Educatif) ;
Sur la proposition de M. le sous-préfet de Bordj-Ménafel,

Arrête :

Article 1^{er}. — L'acquisition d'urgence, par la commune de Cap-Djinet en vue de la construction d'un centre social éducatif d'un terrain d'une superficie de trois mille trois cent soixante dix mètres carrés (3.370 m²) appartenant à la Société Tonnellerie Narbonnaise à Alger au prix de huit mille quatre cent vingt cinq nouveaux francs (8.425 NF) tel qu'il est désigné par le n° 4 pie au plan ci-annexé, a le caractère d'utilité publique.

Art. 2. — Sont applicables à l'acquisition visée ci-dessus, les dispositions de l'article 6 du décret n° 53-395 du 6 mai 1953, étendues à l'Algérie par le décret n° 57-1274 du 11 décembre 1957, exonérant de toute participation au profit du Trésor les acquisitions reconnues d'utilité publique.

Art. 3. — M. le Directeur de l'enregistrement des domaines et du timbre à Alger et M. le Maire de Cap-Djinet sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Tizi-Ouzou, le 2 août 1962.

P. le Préfet empêché,
Le Secrétaire Général
Signé : JAMMES.

Le Préfet de la Grande Kabylie,

Vu le décret n° 60-157 du 24 février 1960 sur l'exercice de leurs pouvoirs par les autorités civiles et militaires en Algérie ;

Vu l'article 6 du décret n° 53-395 du 6 mai 1953 rendu applicable en Algérie par le décret n° 57-1274 du 11 décembre 1957, exonérant de toute participation au profit du Trésor les acquisitions reconnues d'utilité publique ;

Vu la délibération n° 316 en date du 16 juillet 1962 par laquelle le conseil municipal de la commune de Cap-Djinet demande l'utilité publique pour l'achat d'une parcelle de ter-

rain d'une superficie de dix mille mètres carrés (10.000 m²) appartenant à M. Rambert Edmond, propriétaire à Cap-Djinet en vue de la réalisation d'un programme de construction de 25 habitations du type « Fermette » ;

Vu l'arrêté n° 34 en date du 24 juillet 1962 de M. le sous-préfet de Bordj-Ménafel, autorisant l'acquisition de ce terrain ;

Vu le plan des lieux ;

Vu l'urgence ;

Considérant que l'acquisition envisagée est destinée à la réalisation d'un programme de construction de 25 habitations du type « Fermette » ;

Sur la proposition de M. le sous-préfet de Bordj-Ménafel,

Arrête :

Article 1^{er}. — L'acquisition d'urgence par la commune de Cap-Djinet en vue de la réalisation d'un programme de construction de 25 habitations du type « Fermette », d'un terrain d'une superficie de dix mille mètres carrés (10.000 m²) faisant partie du lot rural n° 7 pie du territoire de la commune de Cap-Djinet, appartenant à M. Rambert Edmond au prix de vingt cinq mille nouveaux francs (25.000 NF), tel qu'il est désigné par le n° 7 pie du plan ci-annexé, a le caractère d'utilité publique.

Art. 2. — Sont applicables à l'acquisition ci-dessus les dispositions de l'article n° 53-395 du 6 mai 1953, étendues à l'Algérie par le décret n° 57-1274 du 11 décembre 1957, exonérant de toute participation au profit du Trésor les acquisitions reconnues d'utilité publique.

Art. 3. — M. le Directeur de l'enregistrement des domaines et du timbre à Alger et M. le maire de la commune de Cap-Djinet sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Tizi-Ouzou, le 2 août 1962.

P. le Préfet empêché,
Le Secrétaire Général,
Signé : JAMMES.

ANNEXES AU JOURNAL OFFICIEL

BULLETIN OFFICIEL des ANNONCES des MARCHES PUBLICS ALGERIENS (B.O.A.M.P.A.)

et

BULLETIN OFFICIEL du REGISTRE du COMMERCE ALGERIEN (B.O.R.C.A.)

Publication commune paraissant les Mercredi et Samedi

Direction, Rédaction, Administration, Insertion et Abonnement :

Imprimerie Officielle, 9, rue Trolier, Alger

Abonnement : Un an, 15 N.F. — Six mois, 9 N.F. — Le numéro, 0,25 N.F.